
Accord cadre à bons de commandes

Travaux d'aménagement, d'équipements et de terrassements divers, pour la délégation Manche - Mer du Nord

Littoral des Hauts-de-France
Départements du Nord, du Pas de Calais et de la Somme

Accord cadre à bons de commande de travaux

Prescriptions communes à tous les lots

Pouvoir adjudicateur :

Conservatoire du littoral - Corderie Royale
CS 10137
17 306 ROCHEFORT Cedex

Conducteur d'opération :

Conservatoire du littoral - Délégation Manche Mer du Nord
19, quai Giard
62 930 WIMEREUX

SOMMAIRE

1.	Indications générales.....	3
1.1.	Préambule	3
1.2.	Objet du marché	4
1.3.	Allotissement.....	4
1.4.	Bureau de contrôle	4
1.5.	Coordinateur SPS.....	4
1.6.	Secteurs d'aménagement.....	5
1.7.	Desserte et accès	8
1.8.	Sensibilité des sites	8
2.	Conditions d'exécutions.....	9
2.1.	Engagements et responsabilité de l'entreprise	9
2.2.	Sécurité.....	10
2.3.	Transports, circulations et stockage	10
2.4.	Contraintes et servitudes.....	11
2.5.	Retards causés par des aléas	11
2.6.	Patrimoine archéologique.....	11
2.7.	Etat des lieux.....	12
2.8.	Signalisation	12
2.9.	Déclarations préalables.....	12
2.10.	Forme et durée du marché.....	13
2.10.1.	<i>Etablissement du devis de chaque bon de commande.....</i>	<i>13</i>
2.10.2.	<i>Notification des bons de commande.....</i>	<i>14</i>
2.10.3.	<i>Procédures de fin d'intervention</i>	<i>14</i>
2.10.4.	<i>Délais de livraison</i>	<i>15</i>
2.10.5.	<i>Contrôle des prestations et visites de chantier.....</i>	<i>15</i>
3.	Consistance des travaux.....	16
3.1.	Travaux préalables	17
3.2.	Travaux forestiers.....	18
3.2.1.	<i>Généralités.....</i>	<i>18</i>
3.2.2.	<i>Prestations d'abattage, élagage, débroussaillage.....</i>	<i>19</i>
3.2.3.	<i>Travaux de plantation</i>	<i>20</i>
3.3.	Travaux de pose d'équipements et de voirie légère.....	22
3.3.1.	<i>Mobilier et ouvrages bois</i>	<i>22</i>
3.3.2.	<i>Autre mobilier.....</i>	<i>23</i>
3.3.3.	<i>Travaux de voirie légère</i>	<i>24</i>
3.3.3.1.	<i>Les fonds de forme</i>	<i>24</i>
3.3.3.2.	<i>Les couches de fondation GNT</i>	<i>24</i>
3.3.3.3.	<i>Les revêtements stabilisés</i>	<i>25</i>
3.4.	Travaux de terrassements.....	25

1. Indications générales

1.1. Préambule

Créé en 1975, le Conservatoire du littoral est un établissement public national chargé de mener une politique foncière visant à la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres. Ces sites sont ainsi préservés de toute urbanisation et deviennent un lieu accessible à tous et pour toujours.

Le Conservatoire du littoral a identifié un certain nombre d'espaces naturels à protéger en Région Hauts-de-France en raison de leurs intérêts paysager et écologique, en vue de leur ouverture au public. En 2025, 8 714 hectares sont protégés en Manche - Mer du Nord.

En vertu de l'article R322-4 du Code de l'environnement, « le Conservatoire procède aux acquisitions nécessaires de terrains ou de droits immobiliers soit par entente amiable soit par voie d'expropriation ».

Le Conservatoire, lorsqu'il se rend propriétaire de terrains, est responsable de leur mise en sécurité, leur ouverture au public dès lorsqu'elle est rendue compatible avec les enjeux écologiques et paysagers portés par le site. Ces travaux de mise en valeur du paysage et de la biodiversité portés par le site sont réalisés avant la remise en gestion du site par un gestionnaire dédié. Les travaux présentés dans le cadre de ce dossier de consultation des entreprises entrent dans ce cadre.

Le Conservatoire du littoral est représenté par son directeur Philippe VANDEMAELE. Les personnels de la délégation Manche Mer du nord sont désignés comme conducteurs d'opération.

Les coordonnées des principaux représentants et intervenants sont :



Pouvoir adjudicateur :

Conservatoire du littoral

Corderie Royale - CS 10137 - 17306 ROCHEFORT Cedex

Tél : 05 46 84 72 50

Conduite d'opération :

Conservatoire du littoral

Délégation Manche Mer du Nord

19 Quai Giard - 62 930 WIMEREUX

Tel : 03 21 32 69 00

Gestionnaires des sites :

Département du Nord : Conseil départemental du Nord

Département du Pas de Calais : Syndicat Mixte Eden 62

Département de la Somme : Syndicat Mixte Baie de Somme –
Grand littoral Picard

1.2. Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques et Particulières a pour objet de définir :

- les spécifications techniques, les conditions de fourniture de matériaux, la nature et la consistance des travaux **d'aménagements paysagers, d'équipements d'accueil du public et de terrassements divers** sur les sites propriétés du Conservatoire du littoral, sur le territoire de la délégation Manche - Mer du Nord (équivalent au littoral de la région Hauts-de-France)
- les conditions dans lesquelles ces travaux devront être réalisés.

Il appartient au titulaire de prendre à sa charge toutes les dépenses liées à la réalisation du présent marché afin de permettre la bonne exécution dudit marché pour des sites aux conditions d'accès particulières notamment les interventions nécessitant un accès par voie d'eau sur les zones humides intérieures : marais Audomarois (département du Pas-de-Calais) et moyenne vallée de la Somme (département de la Somme).

1.3. Allotissement

Le programme de travaux prévoit l'allotissement géographique suivant :

- **Lot 1** : Départements du Nord et du Pas de Calais (y compris marais Audomarois)
- **Lot 2** : Département de la Somme (y compris moyenne vallée de la Somme)

A noter : En application de l'article R2113-1 du Code de la Commande publique, **les candidats ne peuvent soumissionner que pour un seul lot.**

1.4. Bureau de contrôle

Sans objet.

1.5. Coordinateur SPS

Sans objet.

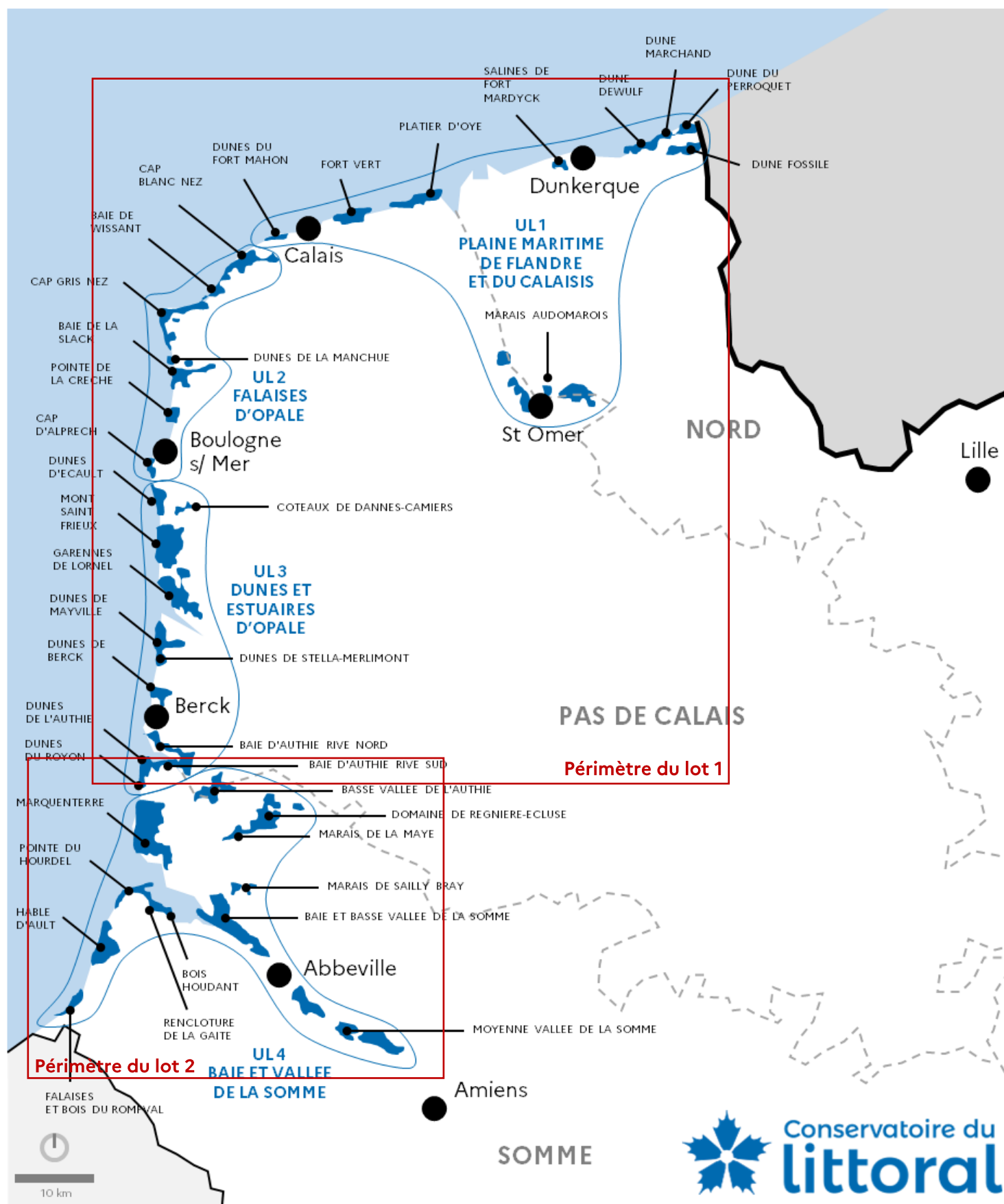
1.6. Secteurs d'aménagement

Les secteurs concernés par le présent marché concernent l'ensemble du périmètre autorisé du Conservatoire du littoral pour sa délégation Manche - Mer du Nord, à savoir les sites figurant au tableau suivant :

Code site Département	NOM DU SITE	Communes concernées
LOT 1 - DEPARTEMENTS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS		
212	DUNE DU PERROQUET	Bray-Dunes
60	DUNE MARCHAND	Bray-Dunes, Zuydcoote
230	DUNE DEWULF	Ghyvelde, Leffrinckoucke, Zuydcoote
270	DUNE FOSSILE	Ghyvelde, Les Moères
1028	LES SALINES DE FORT MARDYCK	Dunkerque, Fort-Mardyck, Grande Synthe, Saint-Pol-sur-mer
Dép^t. 59	5 sites	9 communes
847	MARAIS AUDOMAROIS	Clairmarais, Eperlecques, Houlle, Saint-Omer, Serques, Tilques
39	LE PLATIER D'OYE	Oye-Plage
941	FORT VERT	Calais, Marck
40	DUNES DU FORT MAHON	Sangatte
236	CAP BLANC NEZ	Escalles, Sangatte
553	PETIT BLANC NEZ	Escalles, Wissant
199	BAIE DE WISSANT	Audinghen, Tardinghen, Wissant
114	CAP GRIS NEZ	Audinghen, Audresselles
522	DUNES DE LA MANCHUE	Ambleteuse
14	BAIE DE LA SLACK	Ambleteuse, Audresselles, Beuvrequen, Wimereux, Wimille
82	POINTE DE LA CRECHE	Boulogne-sur-Mer, Wimereux
478	CAP D'ALPRECH	Equihen-Plage, Le Portel
83	DUNES D'ECAULT	Equihen-Plage, Saint-Etienne-au-Mont
176	MONT SAINT FRIEUX	Camiers, Dannes, Neufchâtel-Hardelot
1	LES GARENNES DE LORNEL	Camiers, Etaples, Lefaux
135	DUNES DE MAYVILLE	Cucq, Le Touquet-Paris-Plage
513	DUNES DE STELLA MERLIMONT	Cucq, Merlimont
241	DUNES DE BERCK	Berck
222	BAIE D'AUTHIE RIVE NORD	Berck, Colline-Beaumont, Conchil-le-Temple, Groffliers, Waben
Dép^t. 62	19 sites	37 communes

LOT 2 - DEPARTEMENT DE LA SOMME

607	BAIE D'AUTHIE RIVE SUD	Fort-Mahon-Plage, Quend
145	DUNES DE L'AUTHIE	Fort-Mahon-Plage
606	BASSE VALLEE DE L'AUTHIE	Villes-sur-Authie, Quend
111	DUNES DU ROYON	Fort-Mahon-Plage, Quend
51	LE MARQUENTERRE	Le Crotoy, Quend, Saint-Quentin-en-Tourmont
823	DOMAINE DE REGNIERE ECLUSE	Bernay-en-Ponthieu, Machy, Regnière-Ecluse, Vironchaux, Von
372	MARAIS DE LA MAYE	Arry, Bernay-en-Ponthieu, Regnière-Ecluse, Rue
323	MARAIS DE SAILLY BRAY	Noyelles-sur-Mer, Ponthoile
294	BAIE ET BASSE VALLEE DE LA SOMME	Boismont, Grand-Laviers, Noyelles-sur-Mer, Ponthoile, Port-le-grand, Saigneville, Saint-Valery-sur-Somme
848	MOYENNE VALLEE DE LA SOMME	Abbeville, Belloy-sur-Somme, La Chaussée-Tirancourt, Condé-Folie, Epagne-Epagnette, Eaucourt-sur-Somme, Fontaine-sur-Somme, Liercourt, Long, Lngpré-les- Corps-Saints, Mareuil-Caubert, Picquigny, Pont-Rémy, Yzeux
84	LE BOIS HOUDANT	Saint-Valéry-sur-Somme
608	RENCLOTURE DE LA GAITE	Lanchères, Pendé
471	POINTE DU HOURDEL	Cayeux-sur-Mer
213	HABLE D'AULT	Brutelles, Cayeux-sur-Mer, Woignarue
336	FALAISES ET BOIS DU ROMPVAL	Ault, Mers-les-Bains, Saint-Quentin-la-Motte
Dép^t. 80		
15 sites		42 communes



1.7. Desserte et accès

Les parcelles concernées par les travaux de désamiantage et de démolition concernent des propriétés du Conservatoire du littoral, acquises à ce jour mais également à venir. Les terrains sont généralement situés en milieux naturels sensibles voire très sensibles (milieux dunaires, marais, espaces forestiers) et peuvent présenter des **conditions d'accès variables déterminées par la portance des sols**.

Certains sites présentent des itinéraires d'accès aux parcelles concernant les travaux parfois **longs de plusieurs centaines de mètres**.

Certaines parcelles concernées par les travaux sont **pâturées par le bétail**, en convention avec le Conservatoire du littoral. L'entrepreneur avertira le maître d'ouvrage de son intervention les parcelles pâturées afin que l'information soit relayée auprès de l'exploitant agricole.

1.8. Sensibilité des sites

Les travaux décrits au sein du présent cahier des charges concernent des parcelles propriétés du Conservatoire du littoral. Les milieux naturels présents sur le site ou l'environnant ont pour caractéristique **leur forte vulnérabilité au regard du patrimoine naturel** qu'ils abritent. Ces travaux ont fait l'objet, préalablement à leur lancement, d'autorisations de la part des autorités compétentes. Dans ce contexte, le Conservatoire du littoral attire toute l'attention de l'entrepreneur sur les moyens mis en œuvre pour la préservation du milieu.

A ce titre, toutes les précautions seront prises par l'entrepreneur pour **préserver l'intégrité des sols et de la végétation en place** : les surfaces de roulement seront réduites à une seule emprise minimale au sol, en cas de constat de difficultés d'intervention (conditions météorologiques peu favorables, sols détrempés...), l'entrepreneur stoppera immédiatement le chantier afin de prévenir toute dégradation du milieu naturel. Il préviendra dans la foulée le représentant du Conservatoire du littoral ou du gestionnaire.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de site et de ses difficultés d'accès. Il ne pourra en aucun cas arguer de sa méconnaissance des lieux ou des difficultés à accéder au site pour réclamer une plus-value. L'entreprise sera réputée s'être rendue sur place pour apprécier à leur juste valeur l'importance des travaux à exécuter. Elle est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

Notamment, lui sont parfaitement connus :

- le terrain et ses sujétions propres,
- la nature de l'environnement bâti existant,
- les contraintes liées à la réalisation des chantiers avoisinants,
- les contraintes relatives aux propriétés voisines,

- les modalités d'accès au site par la voirie,
- les possibilités et les difficultés tant de circulation que de stationnement,
- les sujétions liées aux règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité des biens et des personnes sur le domaine public.

L'entrepreneur devra en conséquence réceptionner l'emplacement de son futur chantier avant tout commencement de ses travaux et émettre toutes les réserves qui lui paraissent nécessaires. Le fait d'entamer ses travaux sur le site équivaut tacitement à la réception de l'emplacement de son chantier et en conséquence aucune réserve ne sera alors recevable. En revanche, il est de la responsabilité de l'entrepreneur de prendre toute disposition auprès des concessionnaires pour obtenir avant la remise de son offre toutes les informations utiles à propos de leurs réseaux, les plans du marché n'ayant qu'un rôle d'information et n'étant que des plans statistiques.

2. Conditions d'exécutions

2.1. Engagements et responsabilité de l'entreprise

Lors de chacun des travaux prévus au marché, l'entrepreneur doit, notamment, surveiller la stabilité des constructions et réseaux éventuels et prendre, sous sa responsabilité, toute mesure de nature à prévenir les incidents. Il s'engage à garantir le maître d'ouvrage contre tous les recours des tiers en raison de l'exécution des travaux.

A cet égard, le maître d'ouvrage attire tout particulièrement l'attention de l'entrepreneur sur le fait qu'il garde l'entière responsabilité de tout désordre ou dommage susceptible d'être occasionné aux tiers par tous les travaux faisant l'objet du présent marché.

Avant la remise de son offre, il est expressément demandé à l'entrepreneur de prendre connaissance des dispositions du projet et des conditions initiales du chantier sur le terrain. Il est donc réputé les avoir acceptées sans réserve et faire son affaire de l'exécution correcte des travaux. Sa responsabilité demeure donc pleine et entière.

D'une façon générale, l'entrepreneur devra, sous sa responsabilité, assurer la protection de son chantier contre les eaux de toute nature et de toute origine. Il sera responsable des conséquences des perturbations qu'il apporterait au régime de l'écoulement des eaux de surface ou des eaux profondes. Il assurera également, sous sa responsabilité et à sa charge, l'évacuation des eaux de toute origine depuis le chantier jusqu'aux exutoires où elles pourront être reçues. Il devra l'épuisement, le détournement éventuel des eaux de ruissellement pluviales ou souterraines.

Tous les travaux seront faits avec matériel approprié.

Il appartient à l'entrepreneur de mener les enquêtes nécessaires auprès des services concessionnaires du maître d'ouvrage pour acquérir une connaissance suffisante de l'ensemble des réseaux concernés par le projet.

L'entreprise devra, au cours de ses travaux, veiller à ne pas ébranler les ouvrages, à ne pas abîmer les chaussées et toute protection devra être mise en œuvre pour ce faire. Il sera responsable de tous les éboulements consécutifs à l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur sera tenu de vérifier l'exactitude des renseignements portés sur les plans et s'assurer qu'il n'y a pas d'omission.

2.2. Sécurité

Pendant les travaux, l'entreprise prendra les mesures nécessaires pour maintenir la sécurité, tant pour ses salariés que pour des tiers, qui resteront sous sa responsabilité jusqu'à la réception.

Les conditions d'accès au site de démolition devront être convenues, par avance, avec le maître d'ouvrage. Afin de ne pas dégrader la végétation avec les engins sur l'ensemble de la parcelle, l'entrepreneur limitera les zones de circulation au minimum nécessaire au bon déroulement du chantier.

Pour des raisons de sécurité et compte tenu de la nature des lieux et des travaux, aucun travail ne pourra être exécuté sans la présence simultanée d'au moins deux personnes.

L'Entrepreneur veillera au port des équipements de protection individuels appropriés aux risques encourus et au respect des normes et règlements de sécurité des matériels utilisés.

2.3. Transports, circulations et stockage

Les circulations d'engins et les transports de matériaux devront respecter les prescriptions du présent cahier concernant la propreté des voies empruntées. Aucune nuisance sonore aux riverains ne sera tolérée en dehors de celles rendues nécessaires par l'exécution des travaux aux heures de chantier pendant la semaine. Le travail de nuit ou de fin de semaine sera soumis à accord préalable du maître d'ouvrage et des services de l'Etat concernés.

L'entrepreneur n'est pas autorisé à laver ses engins et véhicule sur le site des travaux. Le lieu de stockage éventuel de carburants sera soumis à la validation du maître d'ouvrage et du S.P.S. dans le cadre des installations de chantier et respectera les instructions réglementaires en vigueur à l'exécution du chantier. Toutes les précautions seront prises pour n'apporter aucune pollution au milieu, et notamment à l'eau.

L'Entrepreneur assumera seul toutes les responsabilités qui pourraient découler d'une atteinte à l'environnement.

2.4. Contraintes et servitudes

Les conditions suivantes devront être respectées durant toute la période du chantier :

- maintenir les exutoires naturels du site ;
- prendre toute mesure de sécurité sur les traversées des routes et accès publics ou privés ;
- interdire l'accès du chantier au public ;
- prendre en compte la présence des réseaux et respecter les dispositions particulières protégeant les ouvrages prévues par l'article 19 du Décret n°91-1147 du 14 Janvier 1991 ;
- tenir compte, dans l'organisation des transports, des voies coupant l'emprise des travaux (ou s'y raccordant) et assurer le maintien de leur propreté ;
- prendre en compte le caractère hydromorphe du sol qui ne peut supporter l'intervention de certains engins de chantier, les engins légers étant à valoriser (chenille, basse pression, mini pelle).

2.5. Retards causés par des aléas

L'entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité du fait des retards qui auraient pu être occasionnés à son travail par suite d'un quelconque des différents alinéas visés au présent article, ainsi que celui provoqué par la rencontre en fouilles d'objets divers. Ces retards éventuels ne constitueront pas non plus des cas de force majeure prolongeant la durée totale prévue des travaux.

2.6. Patrimoine archéologique

Toute découverte archéologique ou paléontologique fortuite devra être immédiatement déclarée et conservée en l'attente de décision du service compétent qui prendra toutes les mesures nécessaires de fouille ou de classement à garantir. Il est entendu que tous les vestiges et documents archéologiques mis à jour resteront propriété de l'État.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que des engins de guerre non explosés pourront être trouvés au cours des travaux. En cas de découverte d'engins explosifs, le maître d'ouvrage sera immédiatement averti et le service de déminage compétent appelé sur les lieux. Tout travail sera immédiatement arrêté dans un rayon de 100 mètres autour de l'engin, et seront signalés par un fanion rouge et une pancarte portant l'inscription suivante : "DANGER - INTERDICTION D'APPROCHER". L'entrepreneur est responsable de la garde des engins jusqu'à leur enlèvement par une structure spécialisée.

2.7. Etat des lieux

L'entrepreneur devra se rendre compte de l'état actuel des lieux pour la réalisation de l'opération sous sa seule responsabilité et en respectant les données du projet.

L'entrepreneur ne pourra opposer au maître d'ouvrage les renseignements indiqués aux documents qui lui seront fournis sur la situation des lieux pour se prévaloir d'une plus-value quelle qu'elle soit en raison des divergences pouvant exister avec la situation rencontrée lors de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur est réputé, par le fait même de sa soumission s'être informé de tous les éléments qui pouvaient être raisonnablement obtenus et influencer en quelque manière que ce soit sur les travaux ou sur leurs prix.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance :

- de l'emplacement et de la nature des travaux,
- de la sensibilité environnementale et paysagère du site propriété du Conservatoire du littoral,
- de la localisation, la nature et l'identification des réseaux présents,
- de la topographie et de la nature du terrain,
- des conditions d'accessibilité ou de stockage et d'évacuation des matériaux et matériels.

Avant tout démarrage des travaux, un état des lieux sera effectué en présence d'un agent du Conservatoire du littoral ou d'un représentant du gestionnaire du site.

2.8. Signalisation

La signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique sera conforme :

- à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière telle qu'elle est définie et approuvée par l'ensemble des arrêtés ministériels en vigueur à la date de passation du marché,
- au(x) schéma(s) de signalisation temporaire visé(s)

Durant toute la période du chantier, la signalisation sera maintenue dans un parfait état de propreté et de maintenance. Des grilles de chantier devront être maintenues fermées tant que la réception des travaux n'aura pas été prononcée. Des panneaux « chantier interdit au public » devront être maintenus en permanence.

2.9. Déclarations préalables

Quinze jours avant le démarrage de l'exécution des travaux, l'entrepreneur réalisera ses Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux en se mettant en rapport avec les services techniques des communes, ENEDIS, GRDF, France Telecom, Compagnies et Concessionnaires de la distribution d'eau, etc. Il transmettra une synthèse de ces D.I.C.T. (concessionnaires présents, nature des réseaux et localisation

sur l'emprise des travaux) à l'agent en charge du suivi de travaux au sein du Conservatoire du littoral.

L'entreprise sera tenue responsable de toute dégradation occasionnée sur les réseaux souterrains et aériens existants sur l'emprise des travaux. Toute détérioration sera suivie d'un remplacement intégral des ouvrages impactés, sur les mêmes caractéristiques et aux frais de l'entrepreneur. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour le soutien des canalisations et conduites présentes sur le site. L'entrepreneur sera responsable de toute dégradation occasionnée aux ouvrages et câbles de toute nature existant dans l'emprise du chantier, sur ou sous les voies publiques. Le titulaire du marché prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature. Il est précisé notamment qu'il devra éventuellement prendre toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations et conduites.

Le titulaire du marché ne sera pas admis à présenter de réclamation du fait que le tracé ou l'emplacement imposé pour les ouvrages, l'obligerait à prendre ces mesures de soutien de canalisations et de conduites sur quelle que longueur qu'elles puissent s'étendre. Les canalisations, câbles et appareillages détériorés pendant les travaux seront remplacés par des éléments neufs, de mêmes caractéristiques aux frais de l'entrepreneur. L'entrepreneur devra soigneusement repérer la position de tous ces ouvrages. Il se renseignera pour cela auprès des administrations et des services intéressés. Si les travaux nécessitent l'interruption de la distribution d'eau, de gaz, d'électricité, etc. l'entrepreneur sera tenu d'indiquer aux administrations et aux divers services intéressés, au moins un mois avant la période prévue, la date et la durée des travaux.

2.10. **Forme et durée du marché**

Le marché à bons de commande est d'une durée maximale de **quatre ans** à compter de la date de notification du marché. Les prestations faisant l'objet de ce marché sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :

LOT 1 Départements du Nord et du Pas de Calais : MONTANT TOTAL MINIMUM des commandes : 400 000 € TTC MONTANT TOTAL MAXIMUM des commandes : 2 000 000 € TTC
LOT 2 Département de la Somme : MONTANT TOTAL MINIMUM des commandes : 200 000 € TTC MONTANT TOTAL MAXIMUM des commandes : 1 000 000 € TTC

2.10.1. Etablissement du devis de chaque bon de commande

Chaque prestation fera l'objet d'une demande de devis après envoi d'un fond de dossier afin que le titulaire prenne connaissance du travail à effectuer et évalue le délai nécessaire à sa mission.

Ce devis permet de prendre la mesure de la spécificité de la prestation à fournir et d'évaluer le délai nécessaire à la réalisation de la mission demandée. Le devis comprendra les éléments suivants :

- un état des lieux simplifié avec éventuellement des photos,
- une évaluation du délai de réalisation avec justification du temps passé,
- un coût appuyé sur le BPU.

Le délai maximum pour la fourniture du devis est de dix jours ouvrables à compter de la réception du fond de dossier. Le Conservatoire du littoral pourra demander des éclaircissements et proposer des ajustements avant d'établir le bon de commande correspondant au devis final.

A réception du devis, un bon de commande sera établi par le Conservatoire du littoral.

Les travaux inclus dans cet accord-cadre seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage directe du Conservatoire du littoral. Ils entrent donc dans le cadre des travaux du ressort du propriétaire des terrains (et non pas de la gestion « courante » du site). Ils répondront à des besoins liés à une acquisition récente du Conservatoire (remise en état, renaturation, aménagement d'équipements d'accueil du public) ou à une refonte profonde des équipements sur des sites pour lesquels les aménagements seront dégradés, vieillissants ou devenus dangereux. Les bons de commande seront donc appliqués sur un seul site, avec un besoin ponctuel conséquent. En cas de besoins plus modestes (< 40 000 € HT), il sera procédé au regroupement des opérations sur un seul et même bon de commande, dans un secteur géographique cohérent.

2.10.2. Notification des bons de commande

Le Conservatoire du littoral notifiera les bons de commande par courriel à l'adresse qui sera indiquée par le titulaire du marché. Chaque bon de commande comportera :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de réalisation,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

2.10.3. Procédures de fin d'intervention

Pour tout bon de commande, l'entrepreneur fait parvenir par courriel au maître d'œuvre, dans un délai maximum de 72 heures après intervention, un bon de fin d'intervention sur lequel il a consigné les informations suivantes :

- nom du site,
- date de l'intervention ou période d'intervention,
- lieu d'intervention,
- liste des travaux effectués,
- nature et quantité des fournitures mises en œuvre,
- observations de l'entreprise sur les éventuels problèmes rencontrés,
- dégradations survenues aux ouvrages, sols et/ou équipements, du fait de l'entreprise ou de tiers,
- date et signature du conducteur de travaux ou du chef de chantier,
- les raisons justifiant le retard ou le non respect des délais dans l'exécution des tâches.

2.10.4. Délais de livraison

Le délai de livraison sera fixé dans le bon de commande, conformément au devis établi au préalable par le titulaire du marché.

2.10.5. Contrôle des prestations et visites de chantier

L'entrepreneur ayant la qualification minimale de conducteur de travaux, est tenu d'assister aux visites de chantier fixées par le maître d'œuvre. Ce dernier pourra cependant convoquer l'entrepreneur à la date de son choix.

Le contrôle contradictoire des prestations est réalisé en présence de l'entreprise à chaque visite de chantier.

Tout contrôle contradictoire fait l'objet, 72 heures à l'avance, d'un avis téléphonique à l'entreprise et d'une confirmation par courriel. En cas d'absence de l'entreprise, le contrôle unilatéral du Conservatoire du littoral donne lieu à l'établissement d'un constat réputé contradictoire.

Les visites de chantier ont pour but de programmer les travaux de l'entreprise, de contrôler leur bonne exécution de s'assurer des moyens techniques et humains mis en œuvre, de noter les déficiences et retards constatés, de donner les directives pratiques non précisées dans le marché que l'entrepreneur devra solliciter auprès du maître d'œuvre.

Le compte-rendu de la visite de chantier est rédigé par le maître d'œuvre et signé contradictoirement, l'entreprise en recevant un exemplaire. Si aucune observation n'est formulée dans les deux jours ouvrables suivant la réception, les décisions prises lors de ces réunions sont exécutoires passé ce délai.

3. Consistance des travaux

Le présent marché inclut les prestations suivantes (les postes en vert ne sont pas compris dans le lot 2) :

1 TRAVAUX PRÉALABLES

- 1.1 Installation et repliement de chantier
- 1.2 Visite sur place, piquetage et implantation
- 1.3 Fourniture et pose-dépose de panneau de chantier 600*800 mm

2 TRAVAUX FORESTIERS

- 2.1 Abattage d'arbre isolé mise en stère des bois, broyage et évacuation des rémanents
- 2.2 Abattage total, évacuation et revalorisation sous forme de biomasse
- 2.3 Reprise de surfaces déboisées (après intervention type 2.2) avec rognage de souches au broyeur forestier sans évacuation
- 2.4 Dessouchage ponctuel, évacuation
- 2.5 Elagage d'arbre, mise en stère des bois, broyage et évacuation des rémanents
- 2.6 Emondage d'arbre en têtard (saules, frênes, charmes, hêtres...), broyage et évacuation des rémanents
- 2.7 Fauchage manuel de végétation herbacée et exportation
- 2.8 Fauchage mécanique de fourrés arbustifs (argousiers, ronciers, ajoncs...) et exportation
- 2.9 Arrachage de haies ornementales (thuyas, troènes, lauriers...), exportation
- 2.10 Fourniture et plantation de jeunes plants forestiers 60/90 pour constitution de haies bocagères

3 TRAVAUX DE POSE D'ÉQUIPEMENTS D'ACCUEIL DU PUBLIC

- 3.1 Fourniture et pose d'emmarchements pleine terre chêne non traité (long. 1,50 m, larg. 0,15 m, ht. 18 cm)
- 3.2 Fourniture et pose de butées de stationnement chêne non traité (long. 2,00 m, larg. 0,15 m, ht. HS 0,05 m)
- 3.3 Fourniture et pose de clôture mono-fil lisse
- 3.4 Fourniture et pose de ganivelle châtaignier non traité ht. 1,20 m écartement 60 cm
- 3.5 Fourniture et pose de garde-corps 2 lisses chêne non traité
- 3.6 Fourniture et pose de platelage plancher chêne non traité, pieux acacia non traité
- 3.7 Fourniture et pose de passerelle de gestion chêne non traité, structure acacia non traité ou métallique galvanisée
- 3.8 Fourniture et pose de passage sélectif piéton chêne non traité
- 3.9 Fourniture et pose de barrière forestière pivotante 1 lisse long. 3,00 m, ht. HS 1,00 m, bois non traité
- 3.10 Fourniture et pose de barrière bois 2 vantaux, larg. utile 3,50 m
- 3.11 Fourniture et pose de portique anti-bus 2 vantaux pivotants ht. utile 2,00 m, larg. utile 4,50 m
- 3.12 Fourniture et pose de borne chêne non traité section carrée 15*15 cm
Potelet anti-stationnement (ht. HS 0,50 m)
Borne fixe (ht. HS 1,00 m)

4 TRAVAUX DE POSE D'ÉQUIPEMENTS AGRICOLES ET AUTRES

- 4.1 Dépose de clôture
- 4.2 Fourniture et pose de clôture agricole fils ronce
- 4.3 Fourniture et pose de clôture agricole grillage lourd type "Ursus"
- 4.4 Fourniture et pose de clôture anti-gibier (grillage lourd irrégulier 120 + grille souple petite maille 120 semi-enterré)
- 4.5 Fourniture et pose de piquets châtaignier avec maintien du grillage type "Ursus" en place (changement de piquets uniquement)

- 4.6 Fourniture et pose de portail agricole acier galvanisé 4 lisses extensible 3,00 à 5,00 m
- 4.7 Fourniture et pose de barrière boulonnaise
- 4.8 Fourniture et pose de parc de contention
- 4.9 Fourniture et pose de pompe à museau (pompe de prairie)
- 4.10 Fourniture et mise en œuvre de tôles métalliques pour sécurisation de blockhaus
- 4.11 Fourniture et pose de tunage chêne non traité pour défense de berges, ht. soutènement 1,20 m
- 4.12 Fourniture et mise en œuvre de tressage de saule pour défense de berges
- 4.13 Fourniture et pose de batardeau
- 4.14 Fourniture et pose de buse PEHD annelée long. 6 ml, Ø 300 mm

5 TRAVAUX DE VOIRIE LÉGÈRE

- 5.1 Terrassement en déblai pour évacuation de revêtement et fondation existants
- 5.2 Fourniture et mise en œuvre de mélange terre-pierre
- 5.3 Fourniture et mise en œuvre de sentier piéton en sable stabilisé de Marquise
- 5.4 Fourniture et mise en œuvre de sentier sable stabilisé de Marquise renforcé 13 %
- 5.5 Effacement de sentiers pour renaturation (filets coco)

6 TRAVAUX DE TERRASSEMENTS

- 6.1 Terrassements pour reprise de berges
- 6.2 Terrassements pour création de fossé, noue, dépression ou mare
- 6.3 Curage ou recreusement de fossés ou plans d'eau
- 6.4 Etrépage de roselière et évacuation des produits
- 6.5 Terrassements en déblai pour effacement de merlons de terre végétale et évacuation des produits

Chaque lot géographique comprend une zone humide, située à l'intérieur des terres (marais Audomarois pour le lot 1 et moyenne vallée de la Somme pour le lot 2). Ces espaces de marais sont, pour la plupart, accessibles uniquement par voie d'eau.

3.1. Travaux préalables

Le piquetage général des différentes zones de travaux décrites aux pièces contractuelles fait partie des prestations dues par l'entreprise. Celui-ci sera exécuté par l'entrepreneur, il sera procédé contradictoirement à la réception de ce piquetage avant le démarrage du chantier qui donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'implantation. L'entrepreneur restera responsable de la bonne conservation des piquets d'implantation, qui devront être conservés et éventuellement rétablis, à ses frais, pendant toute la durée du chantier.

Le bornage des limites foncières par un géomètre expert ne fait pas partie de la mission de l'entreprise.

La destruction de la végétation en place se fera mécaniquement. L'emploi de produits chimiques est interdit. Le brûlage des coupes en plein air est interdit.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la nécessité de préserver les arbres existants lorsqu'ils ne sont pas concernés par de l'abattage sélectif. Seuls les arbres considérés comme dangereux pour les usagers pourront être abattus. De la même manière, un élagage sécuritaire pourra être réalisé sur des secteurs sensibles, pratiqués

par le public. Dans cette optique, il prendra toutes les précautions nécessaires dans le cadre du chantier pour préserver la végétation naturelle et spontanée.

L'entreprise devra prendre en compte, dans les travaux d'abattage des arbres identifiés par le maître d'ouvrage, la présence des sujets avoisinants. Toutes les précautions de parfait respect de la végétation en place devront être prises. Ces travaux seront réalisés sans occasionner de quelconques dommages aux environs des arbres : maisons, bâtiments, clôtures, murs, chemins, arbres, haies...

Des périmètres de sécurité en raison de la présence d'habitation et de voirie à proximité devront également être prévus.

Les arbres seront dessouchés, les troncs seront débardés et évacués du chantier au frais de l'entreprise. Ces opérations de débardages devront également prendre en compte la végétation existante.

Toutes les branches du houppier pourront être façonnées en bois de chauffage à destination de la commune et les rémanents seront broyés et évacués en dehors du site en centre de compostage.

3.2. Travaux forestiers

3.2.1. Généralités

Il est rappelé que le broyage des produits est attendu, toutefois si des sujets isolés devaient être débardés pour être exportés sous une autre forme que le broyat, les opérations de débardage devraient alors également prendre en compte la végétation existante et en assurer la préservation. Les bois abattus et souches seront broyés et évacués. Un regroupement sur site de bois mort (souches et branchages) pourra être réalisé à la demande du maître d'ouvrage afin de favoriser la microfaune et les insectes xylophages.

La végétation sera traitée mécaniquement en veillant à utiliser des engins adaptés aux conditions locales. L'export direct (broyage et exportation simultanées) est à privilégier pour éviter les manipulations et limiter les déplacements sur les parcelles. L'utilisation de pelle marais à chenille est à envisager.

Après le broyage avec exportation, l'Entreprise devra repasser sur l'ensemble des secteurs traités pour broyer les souches en veillant à ce que ces dernières soient rabotées jusqu'au niveau du sol et en assurant, là encore, l'exportation de la matière. Tout autre procédé permettant le dessouchage pourra être proposé.

L'emploi de produits chimiques est interdit. Le brûlage des produits de coupe est interdit.
--

Les produits devront, obligatoirement être valorisés sous forme de biomasse. Le titulaire remettra dans son mémoire technique la filière de valorisation retenue.

Une attention particulière sera portée à la végétation périphérique afin d'éviter la déstructuration des sols lors de l'évacuation des produits. Par ailleurs, toutes les précautions de parfait respect de la végétation identifiée comme étant à préserver devront être prises.

L'attention de l'Entreprise est attirée sur la nécessité de préserver certains arbres et les zones sensibles désignés par le maître d'ouvrage et repérés par l'Entreprise. Dans cette optique, l'Entreprise prendra toutes les précautions nécessaires dans le cadre du chantier sachant que le poste d'implantation et de piquetage aura permis de repérer les secteurs concernés.

Les opérations seront réalisées sans occasionner de quelconque dommage aux environs des zones à déboiser : clôtures, berges de fossés, chemins, arbres, haies... et ne devront provoquer la déstructuration des sols en place.

L'Entreprise vérifiera au moment de l'intervention la possibilité pour les sols de supporter le poids des engins.

Les opérations de dessouchage ont pour objectif de limiter la dynamique de colonisation des ligneux par rejets. La prestation sera suivie du dessouchage complet des souches : l'extraction des souches sera réalisée mécaniquement et visera la purge de tous les systèmes racinaires.

3.2.2. Prestations d'abattage, élagage, débroussaillage

Le prestataire a la charge de l'évacuation de 100% des branchages en filière de revalorisation.

Le traitement par des produits défoliants, débroussaillants ou désherbants des végétaux existants et des surfaces à nettoyer est strictement interdit.

Pour des raisons de sécurité et compte tenu de la nature des lieux de livraison de la prestation, aucune prestation ne pourra être exécutée sans la présence simultanée d'au moins deux personnes.

Le prestataire veillera au port des équipements de protection individuels appropriés aux risques encourus et au respect des normes et règlements de sécurité des matériels utilisés.

Le prestataire devra prendre les dispositions pour faire en sorte que les arbres et arbustes conservés sur le site du lieu de la livraison ne subissent pas les attaques et nuisances liées à la livraison de la prestation proprement dite.

Les prestations seront exécutées au moyen d'outil de type faux, faucille ou croissant. La fauche mécanique avec tracteur peut être autorisée.

La végétation sera éliminée manuellement, les coupes mises en andains sur le terrain seront évacuées par le prestataire de la prestation après broyage ou en l'état.

Les produits de fauche seront évacués vers une station de compostage aux frais du prestataire.

3.2.3. Travaux de plantation

Les prestations préliminaires comportent le décompactage de la couche arable, le nettoyage, l'éclaircissage des sols ainsi que la remise en état des surfaces altérées par l'érosion hydrique.

Les surfaces enherbées par une végétation naturelle seront fauchées et les déchets seront évacués. Les surfaces destinées aux plantations seront désherbées avant la plantation des végétaux.

Cette élimination sera assurée par coupe, ramassage et enlèvement.

Les surfaces à planter sur le terrain plat seront décompactées sur 30 cm ; toutes surfaces plantées seront nivelées et débarrassées de tous les détritiques impropres à la végétation.

Le réglage de forme comprend le nivellement fin sur une épaisseur de plus ou moins 5cm suivant les indications du représentant du Pouvoir Adjudicateur. Les déblais excédentaires seront, suivant les indications du représentant du Pouvoir Adjudicateur, transporté à la décharge choisie par le prestataire.

Tous les plants seront certifiés de marque VEGETAL LOCAL (garantissant la traçabilité des végétaux sauvages et locaux) ou équivalent. Informations complémentaires : www.vegetal-local.fr

Epoque de plantation :

Les prestations de plantation seront exécutées entre le 15 novembre et le 15 avril

En période de gelées, précipitations neigeuses ou pluvieuses importantes, les opérations seront suspendues et seront reprises lorsque les sols seront suffisamment ressuyés.

L'exécution des opérations comprend :

- le transport des végétaux et accessoires jusqu'au chantier
- la mise en jauge
- la manutention
- l'exécution des trous de plantation
- le pralinage des sujets en racines nues
- les plantations proprement dites
- la mise en place des accessoires et protections
- l'arrosage
- l'apport de lombricompost
- l'entretien jusqu'à la réception définitive
- la garantie de reprise

Le prestataire est entièrement responsable de la bonne tenue des végétaux, dont le délai de garantie est de 1 an, à compter de la fin de la livraison des prestations.

Un constat d'exécution des prestations végétales interviendra comme suit :

- enherbements, lorsque l'ensemble des surfaces prévues au marché seront réalisées ou en cas d'interruption saisonnière à la fin des périodes contractuelles de semis.

- plantations, lorsque l'ensemble des végétaux prévus au marché seront plantés ou en cas d'interruption saisonnière à la fin des périodes contractuelles de plantations.

La première année et dans l'attente de la période du constat, la réception partielle des prestations de plantations pourra être prononcée sous réserve. Si ces taux ne sont pas atteints lors des constats le prestataire aura jusqu'au 30 Novembre de l'année suivant celui – ci pour effectuer les remplacements.

La deuxième année, un constat sera à nouveau dressé avec les mêmes objectifs et les mêmes taux. Les prestations de remplacement seront dus par le prestataire au titre de prestations de confortement indispensables au bon développement des végétaux.

Le constat de reprise sera effectué entre le 1 Août et le 30 Septembre de chaque année.

Les remplacements de végétaux qui n'ont pas repris se feront avant le 30 Décembre suivant le constat de reprise.

Les constats ont pour objet :

- d'effectuer le décompte quantitatif des végétaux en déterminant le taux de reprise
- de décider des végétaux qui doivent être remplacés
- de vérifier la conformité des espèces et variétés aux prescriptions du marché

Les végétaux seront considérés comme non repris dans les cas suivants :

- plants morts, endommagés, dépérissants
- plants fortement altérés, couronne rachitique, rameaux ou charpentières dépérissants
- mauvais état sanitaire, symptôme d'attaque d'insectes, champignons ou autre pathogène dommageables pour l'espèce.
- plus d'1/3 des rameaux morts
- espèce et/ ou variété différente des prescriptions du marché.

La réception ne pourra être prononcée que si les exigences de réussite suivante pour les taux de reprise sont atteintes soit pour 75 % des jeunes plants forestiers.

3.3. Travaux de pose d'équipements et de voirie légère

3.3.1. Mobilier et ouvrages bois

Les travaux de pose d'équipements d'accueil du public, agricoles ou de gestion hydraulique seront en majorité des équipements bois.

Les bois utilisés seront le chêne (classe III), le douglas (classe II) et l'acacia (classe IV).

Tous les bois seront purgés de tout aubier, et devront correspondre aux exigences de la norme EN 975-1, de qualité QF3 ; la charpente sera de qualité QPA.

En aucun cas ces bois ne devront être traités par autoclave. Les parties en bois présenteront un aspect homogène et des tons naturels. Ils ne recevront aucun traitement complémentaire. Ils ne seront donc ni vernis, ni lasurés, ni peints, ni huilés, ni teintés...

Pour l'ensemble des essences l'entreprise devra fournir les certificats de provenance de ces bois et notamment l'origine de forêts européennes durablement gérées. Les bois utilisés pour les mains courantes seront poncés et chanfreinés afin d'éviter toute écharde.

Les bois de construction seront sciés (rabotés 4 faces avec chanfrein) pour les sections carrées et fraisés (embouts chanfreinés) pour les sections rondes.

Les bois seront choisis et ne devront présenter aucune partie d'aubier. Ils devront avoir subi, préalablement à leur emploi, un séchage suffisant permettant d'éviter leur déformation et fissuration après installation à savoir :

- de 6 à 8 semaines pour les bois séchés en étuve
- 8 à 12 mois pour les bois séchés naturellement (séchage traditionnel lent)

Pour les ouvrages en bois, la visserie et les accessoires métalliques seront en acier galvanisé ou cadmié garantissant une parfaite résistance contre la corrosion. Les bois soumis à une humidité fréquemment supérieure à 20% (contact avec le sol) devront être fixés sur les socles béton avec une semelle métallique. Les pièces auront les avis techniques en accord avec l'utilisation concernée. Les assemblages de charpentes ne doivent pas être positionnés en limite eau/air, les variations courantes du niveau d'eau doivent être pris en compte. Pour tous les bois, les traces de bleu, de piqures, d'échauffures, de poches de résine, ne doivent pas être visibles. L'entreprise fournira au maître d'œuvre les éléments permettant d'attester de la mise en séchage des bois qui seront posés dans le cadre de l'aménagement.

Tous les bois mis en œuvre devront être labellisés soit FSC, soit PEFC ou équivalent. L'entreprise devra impérativement fournir au maître d'œuvre un certificat relatif à cette labellisation.

Tout assemblage aérien (bois/bois, bois/métal, métal/métal...) doit pouvoir sécher. Ils doivent être conçus pour ne pas retenir l'humidité ou ne pas faire rétention d'eau. En particulier, les assemblages débouchant en partie supérieure des pièces de bois sont à limiter au minimum indispensable et les mortaisages borgnes ouverts en partie supérieure sont impérativement à prohiber.

Pour des raisons de durabilité, les assemblages de charpente ne doivent pas être positionnés en limite eau/air, ceci en tenant compte des variations courantes du niveau du plan d'eau.

Des assemblages complètement immergés en permanence sont admissibles si indispensables. Leur conception devra prendre en compte le fait qu'ils ne sont plus inspectables (dimensionnement, nature des matériaux, stabilité dans le temps, blocage d'écrous...).

Les dispositions prises par l'entreprise sur ces points apparaîtront sur les plans d'exécution, et devront être explicitées au maître d'œuvre en phase ou en cours d'exécution.

Protection des éléments métalliques (équerrres, sabots, visserie, consoles...) :

Toutes les pièces doivent être protégées contre l'oxydation par galvanisation ou tout autre procédé adapté à la pièce et son usage.

Finitions des fixations :

Toutes les fixations éventuellement visibles doivent faire l'objet d'un calepinage soigné et régulier.

Dans le bois, les têtes de boulons, de tire fond, de vis, et les écrous, visibles seront encastrés ou affleurants (vis du platelage), sauf cas particulier des boulons Tête Ronde Collé Carrée (TRCC) posés affleurant.

Principes de finitions relatives à la sécurité des personnes (public et personnel) :

Les éléments métalliques seront non saillants ou contondants ; les pièces et assemblages seront ébavurés ; Les têtes de boulons ou vis seront non saillantes ou sphériques ; Les angles des pièces accessibles au public seront chanfreinés.

3.3.2. Autre mobilier

Le prestataire procédera aux terrassements nécessaires, avec évacuation des déblais à la décharge de son choix. Il devra fournir et mettre en œuvre, uniquement si nécessaire, les fondations béton dosé à 250kg.

Le mobilier sera alors scellé dans l'ensemble béton en s'assurant de la fixation durable des éléments entre eux.

La mise en œuvre sera conforme aux instructions du fabricant et aux normes de sécurité en vigueur.

3.3.3. Travaux de voirie légère

3.3.3.1. *Les fonds de forme*

Elle sera compactée par tous les moyens appropriés proposés par le prestataire et agréés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le prestataire de la prestation devra disposer en sus des engins principaux, d'un engin à faible encombrement.

La stabilisation de fond de forme sera assurée le cas échéant par apport de sable, de scories ou autre matériaux de bonne qualité.

La forme sera soigneusement dressée suivant un profil parallèle à celui du projet terminé. La tolérance en altitude sera de +/- 3cm.

Dans le cas où une sur-profondeur aurait été accidentellement réalisé, le prestataire de la prestation pourra prescrire la correction à l'aide de matériaux identiques à ceux prévu en sous-couche.

La construction du corps de chaussée et la pose du revêtement final ne pourront être entrepris qu'après réception par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

3.3.3.2. *Les couches de fondation GNT*

Elle subira un contrôle de surfacage effectué transversalement à l'aide d'un gabarit conforme au profil en travers type et longitudinal à l'aide d'une règle de 3m de long. La flèche mesurée par rapport au gabarit où la règle doit rester en tout point inférieur à 1cm. Toute zone non-conforme fera l'objet d'une reprise à charge du prestataire de la prestation.

La tolérance au niveau absolu sera de 1cm.

Les bosses et flaches ne devront pas excéder 1cm sous la règle de 3m.

Les compacteurs vibrants auront une charge statique de 15 000 kg/mètre de longueur génératrice.

Les rouleaux à pneus pèseront au moins 3tonnes/roue.

Il sera réalisé au début de la livraison de la prestation une planche d'essai destinée à définir les modalités de compactage (charge de chaque engin, nombre de passes, plan de marche, vitesse de marche, pression de gonflage des pneus, réglage des vibrations, espacement entre compacteurs.)

3.3.3.3. *Les revêtements stabilisés*

Concernant les revêtements stabilisés, le réglage sera exécuté soit à la niveleuse soit par engins du type finisseur, les matériaux étant préalablement approvisionnés en tas.

Les matériaux seront livrés sur le chantier pré-humidifié.

L'atelier de compactage devra être agréé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

En tout état de cause, il devrait comprendre, au moins :

- un rouleau à pneu d'une charge supérieur ou égale à 5 tonnes par roue, (pression de gonflage supérieur à 5 bars).

- 6 un compacteur vibrant d'un apport M/L d'au moins 30 (M/l est la charge statique par centimètre de génératrice).

Le prestataire de la prestation conserve la faculté de présenter au représentant du Pouvoir Adjudicateur un atelier de compactage différent de celui défini au paragraphe ci-dessus. Dans ce cas, il lui appartient de faire la preuve dans le cadre des essais préalables de compactage que la capacité minimale à obtenir sur la couche de base est bien obtenue.

Le prestataire de la prestation procédera au début du chantier et pour chaque catégorie de mélange, à des essais de compactage avec l'atelier défini en accord avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur de façon à fixer les modalités pratiques d'utilisation de cet atelier.

3.4. **Travaux de terrassements**

L'état des surfaces sera réceptionné par l'agent du Conservatoire du littoral. Ces terrassements devront tenir compte de la végétation existante qui sera préservée au maximum suivant les indications du maître d'ouvrage.

L'ensemble des terrassements et reprofilages seront soumis à validation du maître d'ouvrage.

D'une façon générale, les transports de toute nature effectués par l'entrepreneur, ses sous-traitants ou ses fournisseurs s'effectueront sur des itinéraires ayant été soumis au préalable au maître d'ouvrage. Il appartiendra à l'entrepreneur d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des organismes concernés pour emprunter les itinéraires retenus.

Pour l'application des prescriptions de l'article 34 du C.C.A.G., il est précisé qu'un constat contradictoire de l'état des voies publiques empruntées sera dressé, avant le début des travaux, entre les services compétents, le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

L'entrepreneur aura à sa charge le nettoyage des chaussées, trottoirs et façades qui pourraient être souillés. Il fera passer un engin balayeur aspirateur sur l'ensemble des

chaussées empruntées et éventuellement souillées, pendant toute la durée des travaux.

Il aura à sa charge l'entretien des itinéraires et des pistes pendant les travaux, l'arrosage en période sèche, les travaux provisoires qui s'avèreraient nécessaires pendant les travaux, la remise en état des chaussées et itinéraires empruntés ainsi que les travaux éventuellement nécessaires pour rétablir les écoulements des eaux qui seraient perturbés du fait des transports.

Les camions utilisés pour les transports de toutes natures devront, en toute circonstance, satisfaire aux prescriptions du Code de la route et en particulier à celles des articles R.55, R.56, R.57 et R.58 concernant le poids des véhicules en charge.

D'une manière générale, les terrassements qui visent la renaturation du milieu auront des contours doux, sinueux, irréguliers, non homogènes, favorisant le développement d'une végétation hélophyte et l'alternance de période d'inondation et d'exondation. Le modelé des berges et fond sera soumis à la validation du maître d'œuvre. Ces terrassements permettront de favoriser la diversification des habitats avec un aspect paysager qualitatif.

L'entreprise devra prendre toutes les précautions de protection contre les eaux et leurs épuisements. L'entrepreneur est responsable des conséquences des perturbations qu'il apporterait dans le régime de l'écoulement des eaux de surface.

Le Conservatoire attire l'attention de l'entrepreneur sur la nécessité de répondre aux exigences des objectifs de renaturation de ce poste : c'est pourquoi un profil « test » sera réalisé en présence du maître d'ouvrage ou du gestionnaire pour une validation in situ du protocole d'intervention (engins de terrassement, profils attendus de berges, modalité d'exportation des matériaux, prise en compte de la sensibilité du site).